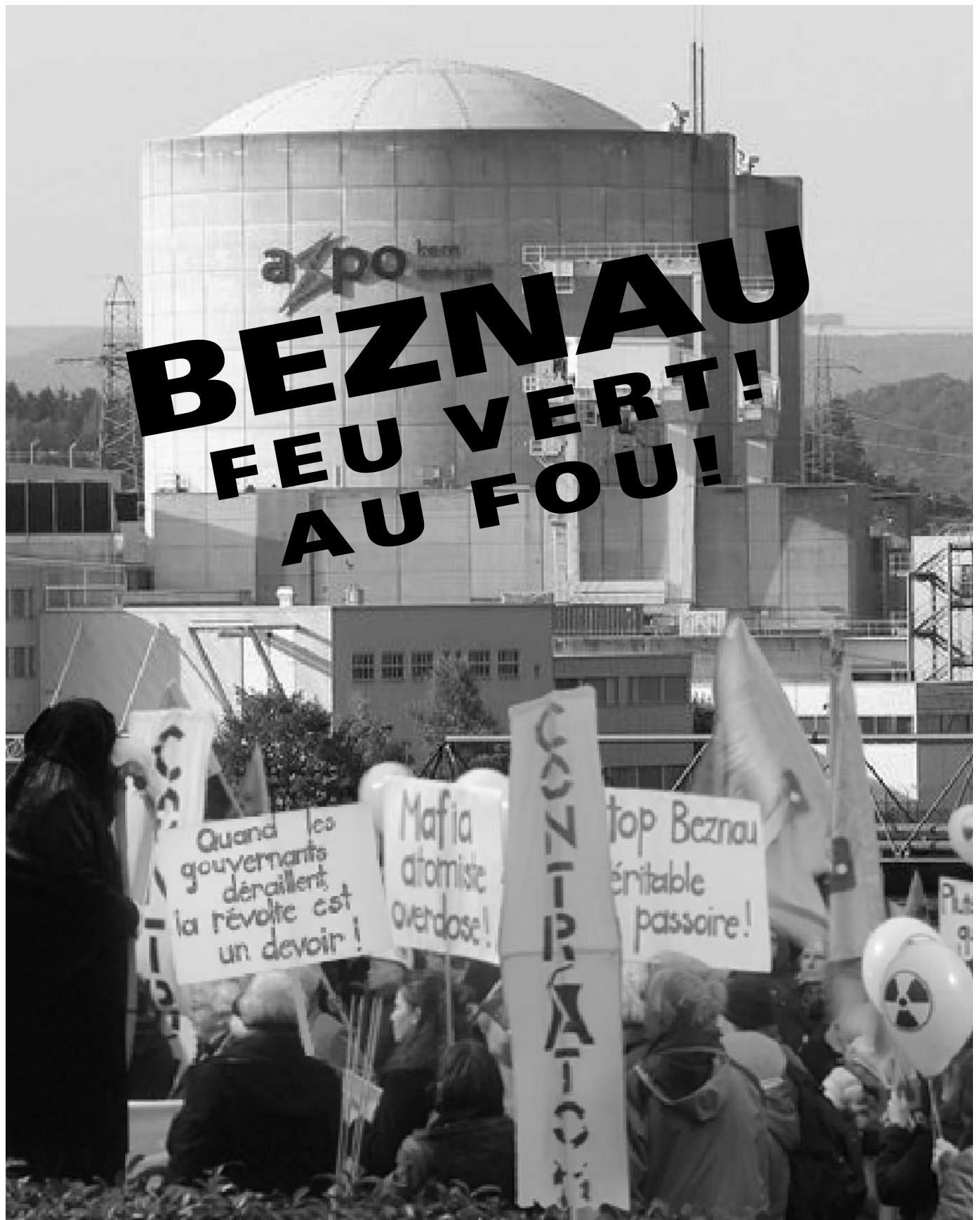


Mars 2018

n° 130

CONTRATOME



BEZNAU FEU VERT! AU FOU!

Quand les gouvernants déraillent la révolte est un devoir!

Mafia atomise overdose!

CONTRATOME

Stop Beznau véritable passoire!



sommaire n° 130

Edito <i>Anne-Cécile</i>	3
Nucléaire Suisse <i>E. Weiss</i>	4-5
Genève L'hydrolique et Eco21 <i>Corinne Goebner-da Cruz</i>	6
France Scandaleuse gestion d'une fuite de tritium au Bugey <i>Ph. Progin</i>	7
Démantèlement et réflexions <i>ACR</i>	8
Mülheberg Désaffectation de la centrale nucléaire <i>E. Weiss</i>	9
Sécurité nucléaire France EDF <i>Mathias Schlegel / Greenpeace</i>	10-11
Beznau Redémarrage	12

LE RÉACTEUR EPR DE FLAMANVILLE N'EST PAS PRÊT DE DÉMARRER:

L'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) a communiqué le 28 février 2018 que l'EPR de Flamanville ne démarrerait pas tant que le problème des fissures n'aurait pas été résolu. En effet, EDF avait annoncé la semaine précédente que 38 des 66 soudures du circuit secondaire d'évacuation de la vapeur présentaient «des écarts de qualité». Derrière cet euphémisme, il semble se cacher un problème suffisamment grave pour que l'ASN monte au créneau!

EVACUATION MUSCLÉE DU BOIS- LEJUC À BURE

Pas moins de 500 gendarmes ont été mobilisés le 22 février dernier pour évacuer une poignée d'opposants au projet CIGEO d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure, dans la Meuse. Les autorités françaises sont plus promptes à faire taire les opposants qu'à trouver une solution fiable pour inérer des déchets qui sont censés être conservés 100 '000 ans sous terre!



ContrAtom

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:

022 321 57 09

www.contrAtom.ch

info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1250 exemplaires

- Graphisme atelier Comput

- Imprimerie Fornarta

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F

Abonnement au journal uniquement 30.- F

Soutien: 60.- F

ou plus.....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent CCP 12-13446-0

IBAN CH75 0900 0000 1201 3446 0



Chères, Chers ContrAtomistes,

Que fait le Conseil fédéral lorsqu'une disposition de droit en matière de sécurité nucléaire ne lui convient plus?

C'est tout simple, Atomic-Doris et sa bande changent les règles du jeu! C'est ce qui vient de se produire le 10 janvier 2018, lorsque la Confédération a lancé une révision complète des ordonnances relatives à la sécurité nucléaire.

Selon le droit en vigueur jusqu'ici, les exploitants des centrales devaient prouver qu'en cas de très forts séismes, tremblements de terre, inondations, etc... leurs installations seraient assez robustes pour limiter l'irradiation de la population à un millisievert* par année. Selon les nouvelles règles découlant de la révision des ordonnances, cette limite passerait à 100 millisieverts* par an, même pour les séismes beaucoup plus fréquents, susceptibles d'arriver tous les 10 ans.

Ces nouvelles dispositions sont absolument scandaleuses car, en affaiblissant les exigences en matière de sécurité nucléaires on augmente d'autant le danger pour la population! Dans ce cas précis, elle serait exposé à un risque radioactif 100 fois plus élevé!

En mettant son projet en consultation, le conseil fédéral expliquait que la révision avait pour but de «modifier une disposition existante peu claire de façon à éviter toute erreur d'interprétation»! **Mon œil!**

Il s'agit là d'une explication bidon pour noyer le poisson! «Nos autorités sont en train de changer la législation pour maintenir la centrale de Beznau en activité, alors qu'elle n'est probablement plus en conformité avec la loi actuelle!» dixit André Hermann, ancien président de la Commission fédérale de radioprotection.

Après l'accident de Fukushima, les exploitants des centrales suisses avaient examiné la résistance de leurs installations en cas de séisme violent sur la base d'une modélisation informatique. La quantité de radioactivité émise avait alors été calculée afin de vérifier si elle répondait aux normes en vigueur ou si les centrales devaient être provisoirement mises hors service. L'IFSN (Inspection fédérale de la sécurité nucléaire) avait alors estimé que les centrales pouvaient rester en fonction. C'est contre cette prise de position que l'Association des riverains de Beznau a fait recours auprès de Tribunal administratif fédéral (TAF) en août 2015, estimant que l'IFSN n'avait pas correctement interprété la loi. En effet, si l'IFSN appliquait correctement les dispositions actuelles contre les séismes, Beznau devrait être mise à l'arrêt.

La procédure judiciaire est en cours et le jugement du TAF n'a pas encore été rendu mais il est clair que la révision de l'ordonnance affaiblit la position des riverains!

Bien joué Doris!

C.Q.F.D.:

LÀ OÙ LE NUCLÉAIRE PASSE,

LA DÉMOCRATIE TRÉPASSE!

Anne-Cécile

*le sievert (ou plus précisément le millisievert) est une unité de mesure pour évaluer quantitativement l'impact biologique d'une exposition humaine à des rayonnements ionisants.

ENERGIE NUCLÉAIRE SUISSE

ASSOUPLISSEMENT DES ORDONNANCES SUR LA SÉCURITÉ

Cela fait déjà longtemps que nous avons perdu confiance en l'IFSN (Inspection fédérale de la sécurité nucléaire), qui est beaucoup trop orientée vers la finance aux dépens de la sécurité. De nos jours de plus en plus de personnes perdent confiance en notre démocratie et en notre gouvernement.

Un groupement de riverains de Beznau s'oppose, avec le soutien de la fondation suisse de l'énergie (SES), de Greenpeace et de l'union tripartite de protection nucléaire (Tras), à une interprétation des critères de sécurité (risque de pollution radioactive) concernant les tremblements de terre dans le cadre de la centrale nucléaire de Beznau. Ce conflit est actuellement devant le tribunal administratif fédéral (TAF). Le Département fédéral de l'énergie a peur de perdre et met maintenant en consultation un changement de l'ordonnance pour être sûr de gagner au tribunal. Dans une démocratie correcte, on laisse juger le tribunal sur une interprétation d'une ordonnance existante avant que le gouvernement n'adapte l'ordonnance en sa faveur (et réduise en même temps la protection de l'environnement). N'oublions pas que la séparation des pouvoirs est l'un des fondements d'une telle démocratie.

De quoi s'agit-il dans ce conflit?

L'ordonnance définit les limites d'échappements probables de radioactivité dans les différents cas de fonctionnement (exploitation normale et exceptionnelle). Cela, concerne, entre autres, les tremblements de terre. Selon l'IFSN «les exploitants doivent tout d'abord démontrer à l'IFSN à quoi pourraient ressembler les événements extrêmes pouvant se produire une fois tous les 1000 ans, et une fois tous les 10'000 ans. L'IFSN vérifie ensuite ces hypothèses de risque. Dans un deuxième temps, les exploitants doivent démontrer que leurs installations peuvent résister à un tel danger». Le problème des vieilles centrales nucléaires (conception des années soixante comme Beznau et Mühleberg) est qu'à l'époque seule la cuve du réacteur et l'enceinte de confinement étaient construites et calculées pour résister à certains tremblements de terre et seul le refroidissement du cœur devrait être assuré. Aujourd'hui les auxiliaires (refroidissement, refroidissement de secours, bassins de désactivation, etc.) doivent aussi pouvoir résister, suite aux leçons apprises de la catastrophe de Fukushima. De plus, de nouvelles valeurs d'intensités de tremblement de terre sont définies par le projet

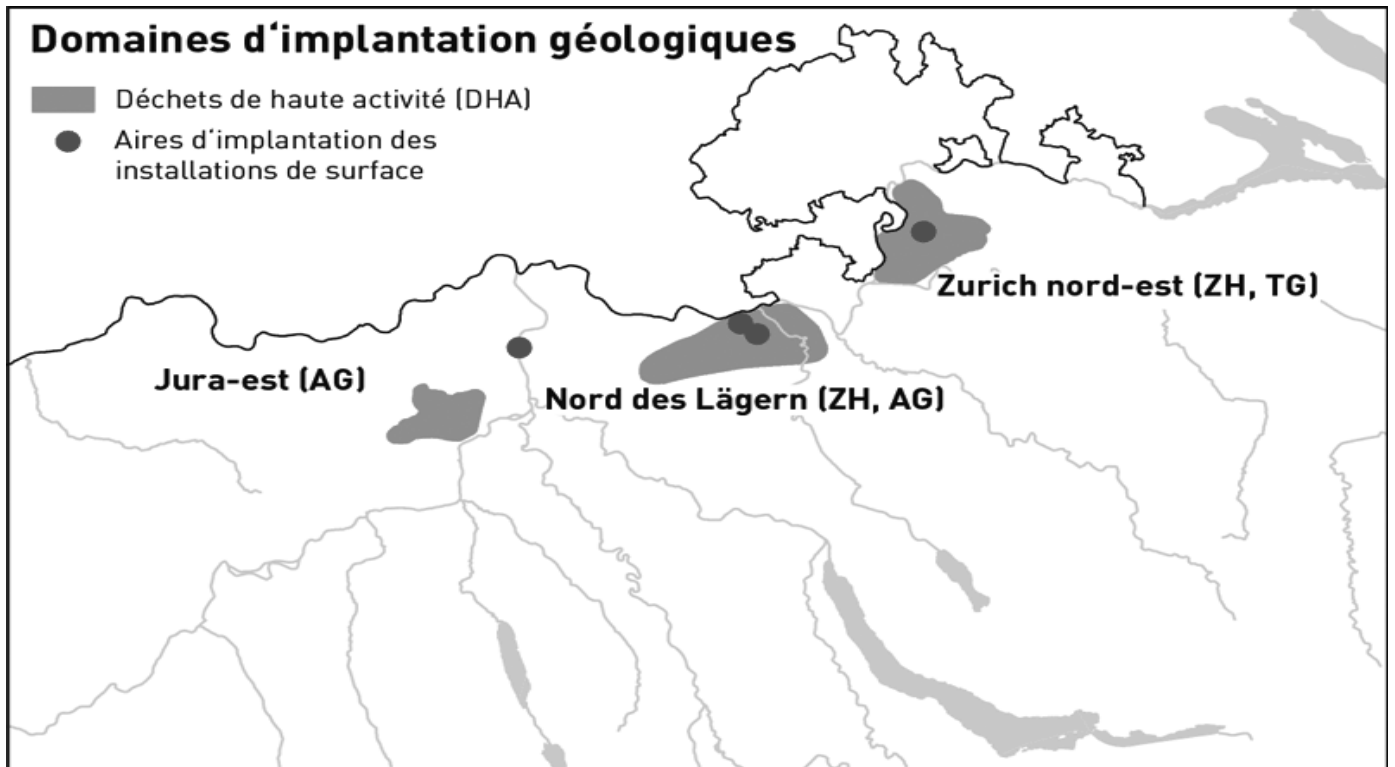
Pegasos (2013) pour la Suisse. A cela il faut ajouter la grande différence entre les calculs (ou estimations) de résistance de la centrale de l'exploitant de Beznau, AXPO, et l'IFSN; AXPO a calculé en ce cas, un échappement probable de radioactivité de 29 mSv et IFSN 78 mSv, donc quasiment trois fois plus fort! A titre de comparaison: la valeur estimée par l'exploitant de la centrale de Gösgen n'est que de 0,3 mSv (le millisievert [mSv] est l'«unité utilisée pour donner une évaluation de l'impact des rayonnements radioactifs sur l'homme»).

Selon l'interprétation des limites par les riverains, et bien sûr aussi de la nôtre, les deux réacteurs de la centrale nucléaire de Beznau sont à arrêter immédiatement parce que la valeur limite de 1 mSv est à appliquer. L'IFSN a refusé cette interprétation et les recourant sont allés au TAF.

La nouvelle proposition de l'ordonnance du Conseil fédéral augmente la limite déjà à partir des événements pouvant se produire tous les 10 ans! Pourtant Doris Leuthard a déclaré pendant la campagne de la stratégie énergétique 2050 que pour le Conseil fédéral, la sécurité est primordiale et est définie dans nos lois existantes. Alors pourquoi celui-ci propose-t-il un affaiblissement de contraintes de ces lois et ordonnances? Le Conseil fédéral compare les limites avec la radiation naturelle, mais met la limite 30 fois plus haute (100 mSv). Nous sommes quasiment revenus aux années soixante avec ces directives de sécurité réduites; rien n'a été retenu des accidents de Lucens, Tchernobyl, Fukushima... L'IFSN ignore aussi que les isotopes (strontium, césium) qui s'échappent au cas d'accident ont une demi-vie d'environ 30 ans et s'accumuleront dans le corps humain (par la respiration et la nourriture) durant ces 30 ans et pas seulement pendant une année comme dans le calcul de l'IFSN.

Dans le cas de Beznau 1, il faut encore ajouter les 925 défauts de la cuve sous pression, les défauts d'oxydations (rouilles) à l'intérieur et à l'extérieur de la même cuve, le vieillissement etc. L'exploitant, AXPO, a eu le culot de demander le redémarrage de Beznau 1 pour fin octobre 2017, heureusement repoussé par l'IFSN en demandant un rapport complémentaire (voir ContrAtom N° 129), mais il risque de donner le feu vert pour un redémarrage fin février. Au moment où j'écris ces lignes rien n'est décidé, mais suivez les informations sur notre site,

www.contratom.ch pour une éventuelle manifestation.



Déchets radioactifs

Ce problème des déchets radioactifs va nous accompagner encore pendant des centaines de milliers d'années. La NAGRA (Société coopérative nationale pour l'entreposage de déchets radioactifs) fut fondée en 1972. Elle a promis de trouver une solution de stockage définitif des déchets radioactifs avant 2000. Nous avons refusé d'entrer en discussion avant de sortir du nucléaire actif. Mais nous sommes quasiment obligé-e-s d'analyser de plus près ce problème. Fin novembre 2017, le Conseil fédéral a lancé en consultation la fin de l'étape 2 de la NAGRA, l'autorisation de forages en profondeur sur les 3 sites choisis (Jura-est AG, Nord des Lägern AG+ZH, Zurich nord-est ZH+TG).

Actuellement les déchets radioactifs suisses sont stockés à Würenlingen dans les bâtiments du dépôt intermédiaire (ZWILAG), à côté de l'institut Paul Scherrer (PSI) et à moins de 100 m de l'Aar. Ce dépôt est assez problématique: créé en 1990 suite aux difficultés de la NAGRA à trouver une solution de stockage définitive, il est sous un contrôle permanent de 70 employés (et bien sûr de l'IFSN). Il permet de trier les déchets radioactifs en nettoyant les plus faibles, de stocker les moyens et de vitrifier les plus forts par le four plasma. Le combustible utilisé est mis en conteneur dans les centrales nucléaires et envoyé au ZWILAG. Ces déchets resteront environ 40 ans au ZWILAG dans des conteneurs (110 à 140 tonnes) et des fûts étanches.

La chaleur dégagée de 40 kW par conteneur tend vers zéro pendant ce temps.

(plus d'information sous www.zwilag.ch).

Le fonctionnement d'un dépôt géologique profond pour les déchets de haute radioactivité (DHA) est extrêmement difficile à assurer. Qui peut garantir l'étanchéité pour 100'000 ans et plus? Les différentes solutions dans le monde entier ont échoué. Deux scientifiques suisses, Walter Wildi et Marco Buser, anciens membres de la commission fédérale de sécurité nucléaire (CSN), ont ouvert un blog (www.nuclear-waste.info) concernant le dépôt en profondeur, malheureusement majoritairement en allemand, mais on y trouve depuis peu de temps quelques articles en français (voir aussi www.contratom.ch sous actualités). Une solution suisse est quasiment impossible et ils craignent que la Suisse décide, sur les conseils de la NAGRA et de l'IFSN, d'un site politique à la place de scientifique. Les futures générations vont payer cher une participation et une surveillance à très long terme. D'où l'illusion de sortir du nucléaire. Mais entre-temps nous continuons bêtement à produire des déchets hautement radioactifs avec un risque de plus en plus grand d'un accident de nos vieilles centrales nucléaires.

Arrêtons au plus vite nos centrales nucléaires et investissons dans les énergies renouvelables et dans l'économie d'énergie.

Erwin Weiss

L'HYDRAULIQUE À GENÈVE ET ECO21

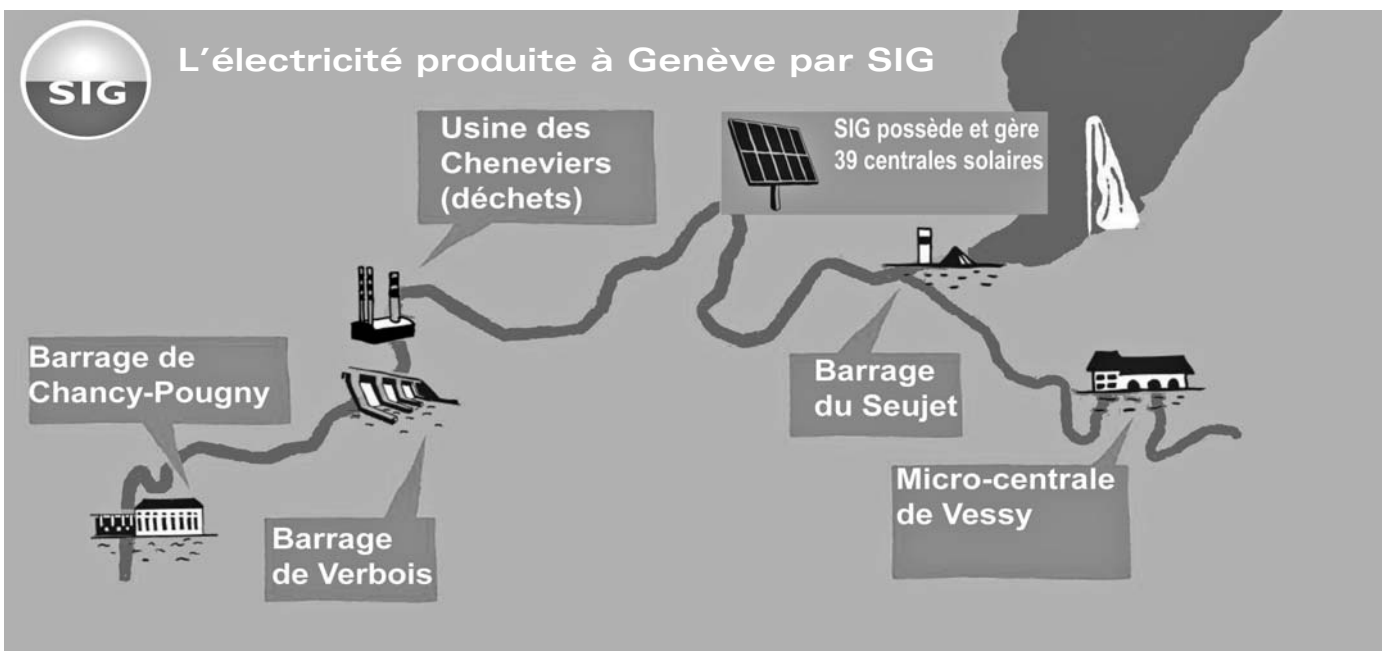
Merci à M. Christian Brunier, Directeur des SIG, engagé fermement en faveur des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et opposé au nucléaire, d'avoir répondu à mes nombreuses questions de militante.

Toujours très intéressée par l'avenir de nos barrages, une des premières énergies renouvelables que nous avons eue en Suisse datant de la Haute Antiquité. Cet intérêt particulier doit venir de mon grand-père Marguerat, un des ingénieurs bâtisseurs du Barrage de Chancy-Pougny inauguré en 1925, qui fournissait à l'époque le canton en électricité. Aujourd'hui il fournit, plus de 10% de l'électricité injectée dans le réseau genevois. Celui de Verbois construit en 1944 fournit, lui, 15% de la consommation électrique du canton de Genève, et le barrage du Seujet datant de 1995 avec d'autres petits barrages genevois fournissent l'électricité renouvelable consommée dans le canton. Nos barrages produisant de l'électricité à la force des eaux du Rhône sortant du Léman ont été nettement améliorés écologiquement ces dernières années avec, entre autres, des échelles à poissons pour sauvegarder la faune et la flore. **L'approvisionnement en électricité à Genève est assuré à environ un tiers par de la production SIG, dont 28% grâce aux barrages genevois, et le reste grâce aux installations photovoltaïques et à l'électricité issue de la valorisation des déchets. Les 65% d'énergies hydrauliques sont achetées en priorité au Valais.**

Toute l'électricité distribuée par les SIG est renouvelable, et produite en Suisse. Le client achetant de l'énergie bleue (hydraulique) ou verte (certifiée écologique et produite à Genève), contribue à l'entretien de nos barrages. Si toute l'électricité distribuée par SIG à Genève est renouvelable, malheureusement le chauffage en Suisse est constitué à 98% d'énergie fossile polluante. Il faut en sortir par l'énergie thermique renouvelable, comme par exemple le projet GeniLac

qui utilise l'eau du lac pour rafraîchir et pour chauffer les entreprises. A Genève on est 100% certifié en production et achats d'électricité renouvelables (voir schéma ci-dessous). SIG et les autres producteurs d'énergies renouvelables rencontrent de gros problèmes économiquement face à la concurrence du charbon qui a les coûts les plus bas provenant en majorité d'Allemagne et des pays de l'Est. SIG demande aux entreprises de production d'énergie de se mobiliser et de militer pour la taxation des énergies fossiles et nucléaires. En Suisse, des formations sont données aux patrons et aux employés du secteur énergétique. Les jeunes étrangers formés dans notre pays repartent chez eux et développent dans le monde des usines productrices d'énergies renouvelables. A Genève, SIG n'achète que de l'électricité d'origine renouvelable. «Nous avons un potentiel énorme pour développer en Suisse ces énergies non-polluantes, ce que nous avons particulièrement fait à Genève, Bâle et à Zürich», relève Christian Brunier. S'il y avait une réelle volonté politique à Berne, la Suisse pourrait se passer à moyen terme du nucléaire et des énergies fossiles... Depuis 10 ans éco21 permet entre autres de s'informer sur les économies d'énergies électriques et des eaux. Aujourd'hui tous les ménages genevois sont informés à domicile sur les économies d'énergie par de jeunes professionnels. Des ampoules Led et une prise ECO pour TV sont offertes ainsi qu'un réglage des robinets qui permet d'économiser l'eau. Voilà donc des actions directes au quotidien pour économiser l'énergie et nos ressources. Depuis sa création Eco21 a permis d'économiser l'équivalent de la consommation électrique annuelle de 52'000 ménages à Genève, ce qui a permis de réduire fortement le CO2 et a pu créer quelques centaines d'emplois en stimulant le marché du travail. D'ailleurs les agents des SIG ECO21 sont passés chez nous au Bd.-Carl-Vogt en février dernier, demain ce sera chez vous! **Apprenons autour de nous à faire au mieux, dans notre vie moderne, à économiser les énergies pour notre avenir...**

Corinne Goehner-da Cruz, comité ContrAtom



SCANDALEUSE GESTION D'UNE FUITE DE TRITIUM AU BUGEY

une raisonnable assurance

En date du 13 décembre 2017, au matin, un employé constate que le niveau d'un réservoir de rétention de la centrale ne bouge pas alors que des effluents sont censés y être déversés. En plus, il remarque que l'alarme correspondante est allumée. De visu, on constate que près de 30 cm de liquide y sont déjà ce qui représente un dépassement «très haut» du niveau d'un puisard (le puisard est un système placé au point le plus bas d'un réservoir servant à recueillir le liquide afin de le pomper en cas d'inondation). EDF arrête le transfert du liquide afin d'analyser le pourquoi du comment. Il est décidé de faire une analyse radioactive du liquide bien qu'EDF ait la raisonnable assurance que l'eau présente sur le bassin de rétention n'était pas contaminée car censée provenir des circuits secondaires principaux des réacteurs. En même temps, ce même jour, EDF découvre qu'une vanne de purge d'un système TER (réservoir complémentaire de stockage) est ouverte et la remet dans la bonne configuration. Ils reprennent donc le déversement croyant avoir résolu le problème.



Des pompes qui ne pompent pas et du tritium qui n'a rien à faire là

Le 14 décembre, l'analyse radiologique de l'eau prélevée la veille met en évidence une contamination de celle-ci au Tritium de l'ordre de 2,4.10 puissance 5 Bq/litre. Relativement rare à l'état naturel, le tritium est émis dans l'environnement par l'industrie nucléaire. Il a une demi-vie de 12,32 ans. Toutes les centrales en produisent et il est

stocké sur place dans des réservoirs avant d'être rejeté conformément à certaines autorisations données par l'ASN. Le 15 décembre, les opérations de pompage de cette eau contaminée se poursuivent, interrompues vers 21 heure car l'on constate que la quantité d'eau dépasse de loin le volume envisagé par EDF.

Le 16 décembre, EDF détecte que le clapet anti-retour d'une des 2 pompes de relevage du puisard TER n'était pas étanche et bloqué en position ouverte. Le même jour, après investigations, on constate que les 2 pompes de relevage du puisard TER n'avaient pas fonctionné depuis le 11 décembre. Ce sont plus de 650m³ d'eau qui se sont baladés entre les conduites «Bonna»* les réservoirs et les puisards depuis le 11 décembre.

**conduites en béton armé avec une structure métallique à l'intérieur pour les réseaux haute pression*

Un événement significatif

Dès lors, EDF met en place une surveillance des piézomètres (puits de contrôle permettant de faire des prélèvements dans la nappe phréatique). Le 20 décembre, une concentration anormale de Tritium à hauteur de 670Bq/litre est mesurée sur un piézomètre à proximité d'un raccordement de la conduite BONNA ce qui en dit long sur l'étanchéité de cette conduite. Et ce n'est que le début car un autre piézomètre affiche aussi un taux de tritium élevé. C'est le 22 décembre alors que près d'une dizaine de jours se sont écoulés depuis les premières alarmes que l'exploitant de la centrale nucléaire du Bugey déclare un événement significatif à l'ASN. Après investigation, celle-ci constate qu'une alarme niveau «très haut/très bas» est apparue déjà le 11 décembre. En raison de changement de filtres à effectuer et comme d'importantes pluies étaient en cours, la présence d'eau au niveau «très haut» a semblé être logique aux équipes d'EDF. Après les changement de filtres, une alarme s'est éteinte mais une autre est restée allumée jusqu'au 13 décembre sans que cela ne semble gêner l'équipe de conduite de la centrale. Autre constatation: une des pompes de relevage du puisard TER faisait l'objet d'une demande d'intervention datant d'avril 2016 et pourtant, rien n'a été fait à ce sujet. Et pour en revenir au clapet anti-retour mentionné plus haut, l'exploitant a indiqué que ce clapet est d'origine (construction de la centrale nucléaire du Bugey en 1979 pour les unités 4 et 5) donc vieux de 39 ans, et que sa dernière visite pour maintenance a été réalisée en 1992 suite à un dysfonctionnement similaire à savoir un défaut de position du clapet.

Nous voila rassurés de savoir comment fonctionnent les équipes responsables de la centrale nucléaire du Bugey! Ce qui est sûr c'est qu'on a bien de la chance qu'aucun accident grave ne soit survenu jusqu'ici. Arrêtez ce danger public tout de suite nom de bleu!!!

Ph. Progin / source: rapport de l'ASN

QUE FAIRE DES CENTRALES NUCLÉAIRES QUAND ELLES AURONT ENFIN ÉTÉ MISES AU RENCART?

La question va inexorablement se poser, nos vieilles chaudières à plutonium étant condamnées à plus ou moins brèves échéance! Le problème a été mis sur la table lors d'une discussion publique organisée par Noé 21 en novembre dernier. Plusieurs scénarios ont été évoqués, dont 3 stratégies principales:

Démantèlement immédiat (dans un délai de 20 à 30 ans tout de même!) Après la mise à l'arrêt de l'installation, les éléments combustibles sont déchargés du réacteur et stockés pendant environ cinq ans dans une piscine de désactivation, ensuite le démantèlement commence.

Démantèlement différé: pas de précipitation. On laisse la radioactivité diminuer d'intensité pendant de nombreuses années ce qui rendra les manipulations de démantèlement moins dangereuses.

Non démantèlement: Geler les installations atomiques après leur mise à l'arrêt. Créer un périmètre élargi de sécurité, assurer leur surveillance (pour des milliers d'années) en attendant que la radioactivité baisse suffisamment avant d'envisager quoi que ce soit.

Le pour et le contre des différentes stratégies envisagées:

Pour le démantèlement immédiat.

La position de Walter Wildi, professeur honoraire de géologie à l'Université de Genève :il faut profiter au maximum de l'expérience du personnel travaillant dans les centrales. Ce sont des gens formés, expérimentés avec des savoirs théoriques et pratiques qui détiennent une véritable culture d'entreprise. Ces expériences risquent de disparaître car on ne forme plus d'ingénieurs nucléaires en Suisse. Il s'agit aussi de prendre ses responsabilités et ne pas faire supporter les coûts aux générations futures.

Contre le démantèlement (immédiat ou différé)

C'est la position de D. Malvaud de Stop nucléaire Drôme-Ardèche et du collectif français «Arrêt du Nucléaire».

La stratégie du démantèlement va:

- Générer des milliers de tonnes de nouveaux déchets radioactifs car cette opération produit énormément de déchets (plusieurs centaines de tonnes par réacteur)
- Imposer la création d'immenses décharges et poubelles radioactives sous terre.
- Contaminer l'air et l'eau des territoires de vie et de productions agricoles pour créer les sites d'enfouissement.
- Refiler aux générations futures ces déchets mortels.
- Multiplier les transports sur routes, autoroutes, voies ferrées etc.... et exposer ainsi la population à des risques de fuites radioactives lors de ces transports.
- Exposer la main d'œuvre utilisée lors du démantèlement à de graves dangers d'irradiation.

Pour toutes ces raisons Dominique Malvaud plaide pour la Stratégie du non démantèlement, toute autre option ne faisant qu'amplifier le problème selon lui.

Arguments contre:

Les centrales laissées telles quelles sur place vont voir tôt ou tard s'échapper des reflux mortels. De tels sites éparpillés sur le territoire aux quatre coins du pays seront bien plus difficiles à surveiller que si les restes des installations nucléaires démantelées sont regroupés dans un seul lieu.

Alors que faire de cet encombrant héritage que constituent nos vieilles chaudières à plutonium? Comme vous le constatez, chères, chers ContrAtomistes, on n'est pas sorti du pétrin!

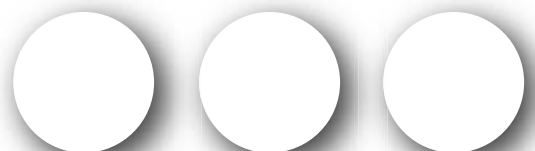
Avec le nucléaire, le lobby atomiste a engendré une monstruosité dont malheureusement on ne pourra jamais sortir!

La radioactivité, c'est pour toujours!

La seule chose à faire c'est de s'atteler à ne pas aggraver le problème en cessant d'accumuler encore et toujours plus de déchets ingérables dont personne ne veut et dont on ne sait que faire.

Le problème des déchets nucléaires résolu?
Mon œil!!!

Anne-Cécile



DÉSFFECTATION DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE MÜHLEBERG

En octobre 2013, BKW (exploitant de la centrale) a décidé que la production d'électricité de la centrale nucléaire de Mühleberg serait définitivement arrêtée fin 2019 et la centrale serait ensuite désaffectée.



La désaffectation se passe en trois phases pendant la première phase, la post-exploitation, les barres de combustible sont transférées aux bassins de désactivation du combustible usé. Elles restent environ 5 ans dans ces bassins pour refroidir et réduire la radioactivité. Après elles seront emballées et transportées à Würenlingen, au site de stockage intermédiaire des matériaux radioactifs (où sont déjà stockés les barres de combustible usées et des déchets radioactifs). La salle des machines sera vidée des équipements non radioactifs pour faire place aux installations des équipements pour le traitement des matériaux radioactifs. Après cette phase (vers 2024), le refroidissement n'est plus nécessaire et la radiation est faible, mais toujours présente. Dans la deuxième phase, les éléments seront démontés, désassemblés et décontaminés dans des box de travail fermés, équipés de systèmes de filtration. Ces éléments seront emballés et transportés à Würenlingen. La troisième phase (selon les prévisions de BKW vers 2031) consiste à contrôler qu'il n'y a plus de radioactivité sur place et à obtenir le certificat de libération. A ce moment il faudra lancer une nouvelle procédure pour la démolition des bâtiments. La fin est prévue pour 2034.

Le volume global de déchets de la centrale nucléaire de Mühleberg est de 200'000 tonnes. Il y a 100 tonnes de

matériaux hautement radioactifs et environ 5'000 tonnes de matériaux moyennement et faiblement radioactifs, tous transportés à Würenlingen au stockage intermédiaire. 140'000 tonnes de matériaux (non radioactifs) seront valorisés selon BKW et le reste, 55'000 tonnes, mise en décharge.

Le risque élevé de pollution radioactive perdure encore jusqu'à la fin de 2024. Jusque-là il faut refroidir le combustible dans les bassins de désactivation. Ces bassins sont en haut du bâtiment du réacteur et, par ce fait, exposés aux tremblements de terre. Des circuits de refroidissement de secours sont aussi nécessaires et BKW a promis d'installer un véritable circuit de refroidissement jusqu'en 2020 (enfin!).

Les coûts de cette désaffectation sont actuellement estimés par BKW à environ 860 millions de CHF, dont la faible moitié assurée par BKW et le reste du fonds de désaffectation géré par la Confédération.

Ce système de désaffectation a l'avantage de concentrer les déchets radioactifs en un seul endroit, mais nécessite beaucoup de transport (le transport de combustible est dans tous les cas nécessaire, et c'est le plus dangereux). La démolition des bâtiments est aussi une bonne chose (ou la réutilisation des bâtiments bureau). Mais le problème des déchets nucléaires n'est malheureusement pas résolu avec n'importe quelle méthode de désaffectation.



Ouvriers allemands oeuvrant au démantèlement d'une centrale.

Avec la méthode choisie, nous avons encore jusqu'en 2024 un grand risque nucléaire à Mühleberg et lors des transports de Mühleberg à Würenlingen (AG) et jusqu'en 2031 un faible risque (si les délais sont respectés).

PISCINES DE STOCKAGE: EDF N'A PAS FOND

Centrale nucléaire de Cattenom, 12 octobre 2017, 05h30 du matin. Deux hommes du peloton spécialisé de protection de gendarmerie en charge de la surveillance de la centrale viennent de repérer des intrus devant le bâtiment de la piscine de stockage d'un des quatre réacteurs que compte le site. Problème: entre eux et les intrus il y a une barrière qui empêche une intervention directe. Au moment où les gendarmes descendent de leur véhicule, le fusil d'assaut à la main, les intrus déploient une grande bannière jaune siglée d'un logo noir bien connu. A la vue des armes, l'un des intrus, en réalité des militants Greenpeace, se met à hurler «C'est Greenpeace! On est Greenpeace!» tandis que ses coreligionnaires déclenchent un feu d'artifice.

Difficile de comprendre ce qui se passe dans la tête des gendarmes à ce moment-là. Probablement un mélange entre la frustration de réaliser qu'ils viennent de se faire enfler et le soulagement de voir que c'est par des militants non violents.

Il y a de quoi paniquer: les militants se trouvaient pile devant le mur d'enceinte de la piscine de stockage, soit le lieu concentrant le plus de matériel radioactif du site du réacteur. Pour prouver leur présence, les militants ont fait des empreintes sur le mur avec leurs mains trempées de peinture.

Les images spectaculaires vont faire le tour des médias. Sur France Info, Olivier Lamar directeur de cabinet du Préfet de Moselle se veut rassurant: «les militants se sont introduits dans le périmètre extérieur, le premier grillage, qu'ils ont franchi à l'aide d'échelles. Une action qui a automatiquement déclenché une alarme et qui a permis au peloton spécialisé de la gendarmerie nationale de les interpellier en moins de huit minutes». On croit rêver.

480 secondes...

Il aura donc fallu 8 minutes aux gendarmes pour arriver sur place et neutraliser les militants de Greenpeace. 8 minutes!!! Pendant ce temps les militants ont pu déployer leurs bannières et déclencher un feu d'artifice. On pourrait presque en conclure qu'il suffit de mettre des vêtements siglés au logo de Greenpeace pour que les gendarmes vous laissent faire ce que vous voulez pendant 8 minutes à l'intérieur de l'enceinte de la centrale. Terroristes du monde entier vous voilà avertis: si vous voulez faire un coup dans une centrale nucléaire française vous disposerez de 8 minutes.

Deux jours avant l'action Greenpeace publie un rapport qui dénonce les manques et les défaillances de la sécurité nucléaire chez nos chers voisins. Pour faire court: depuis le 11 septembre 2001, les terroristes du monde entier, notamment ceux formés par Al Quaida et par Daech, ont démontré une nouvelle forme de terreur au monde. Depuis 2001, tous les scénarios que les experts du terrorisme jugeaient jusque là improbables ou fantaisistes ont été concrétisés. Faire tomber des avions gros porteur sur des cibles civiles? Fait! Poser des bombes dans des trains urbains surchargés? Fait! Produire des armes de destruction massive et les utiliser contre des civiles syriens? Fait! Tester des armes nucléaires sommaires dans le désert afghan et envisager la fabrications de bombes sales? Fait! Surveiller un employé du Centre nucléaire de Mol en Flandres dans le but de réaliser une opération terroriste? Fait!. Attaquer les systèmes informatiques et plonger des pays entier dans le chaos? Fait! Faire voler des drones sur des sites nucléaires en toute impunité? Fait!



Le terrorisme? Kezaco?

Greenpeace s'est donc légitimement demandé si les mesures de sécurité entourant les sites nucléaires se sont adaptés à cette nouvelle menace. La réponse nous est donnée par la préfecture de la Moselle. Si des intrus peuvent se balader librement sur le site d'une centrale nucléaire pendant 8 minutes, alors force est de constater que non, la sécurité nucléaire de nos chers voisins ne s'est pas suffisamment adaptée. Et nous pouvons couper court au suspense tout de suite: c'est probablement pas mieux chez nous: en 2014 100 militants Greenpeace ont pénétré sur le site de la centrale nucléaire de Beznau avec une facilité qui n'a pas manqué de déconcerter la presse et la société civile Suisse.

Le lieu choisi par les militants à Cattenom est particulièrement exemplaire. Si les réacteurs sont protégés des agressions extérieures par des murs de béton de plusieurs mètres d'épaisseurs, les piscines de stockage, où l'on laisse refroidir pendant quelques années le combustible nucléaire après usage, sont situées dans des bâtiments nettement plus fragiles. A Cattenom, le mur d'enceinte des bâtiments des piscines ne fait que 30 centimètres. Une charge explosive bien placée peut le faire voler en éclat et créer un trou dans la paroi de la piscine. Or si elles ne sont plus baignées dans l'eau, les barres de combustibles s'enflamment instantanément. Un tel incendie dégagerait tellement de radioactivité que plus aucun humain ne pourrait intervenir sur place. Une telle situation a failli arriver à Fukushima: les circuits de refroidissement ne fonctionnant plus, l'eau des piscines s'est mis à bouillir et à s'évaporer. Pour éviter le pire, les pompiers présents sur place ont pompé l'eau de l'océan pour asperger les bâtiments des piscines, détruits par les explosions d'hydrogène.

Avec l'action du 12 octobre, la question qui doit être posée est simple: 8 minutes suffisent-elles pour que des intrus mal intentionnés puissent causer suffisamment de dommages à la paroi de la piscine pour se retrouver dans cette situation horrifiante? A cette question s'ajoutent de nombreuses autres: la chute d'un avion suffit-elle pour vider une piscine de stockage de son eau? Et quid d'une charge explosive lâchée depuis un drone? Etc... La plupart des médias et des experts indépendants comprennent bien la légitimité des ces questions. Pas EDF. Voici pourquoi:

EDF porte la culotte

Le géant du secteur nucléaire, exploitant de 58 réacteurs civiles sur le territoire français et de 75 en tout, est complètement fauché. Dans un article précédent de Contratom (automne 2016), nous avions

détaillés les difficultés qu'affrontent actuellement le géant français de l'électricité. Pour faire court: EDF a une dette de près de 40 milliards d'euros (par comparaison, le budget de la Confédération oscille entre 60 et 70 milliards de francs). Le cours de l'action EDF s'est effondré. Le principal outil de travail de l'entreprise est son parc nucléaire. Or pour prolonger l'activité des réacteurs existants d'une décennie, EDF va devoir trouver entre 50 et 100 milliards d'euros selon qu'on prenne les chiffres de l'entreprise ou ceux de la Cour des comptes. Emmanuel Macron est allé jusqu'à affirmer que le nucléaire ne pourrait plus être rentable en France sans soutien public. Dans cette situation, on comprend qu'EDF rechigne à admettre un problème avec ses piscines de stockage. La remise à niveau de la sécurité des piscines coûterait 1 milliards d'euro par piscine et il y en a 58 en France. C'est un chantier de plus pour lequel personne n'a de quoi payer.

Le nœud du problème est politique. L'État, possède une large majorité des parts d'EDF et est de fait le seul acteur susceptible de forcer l'entreprise à changer fondamentalement de stratégie. En ce qui concerne le nucléaire, la France ne fonctionne pas comme une démocratie: la population et les députés de l'Assemblée nationale n'ont jamais eu à se prononcer sur la construction des réacteurs nucléaires. Les artisans du nucléaires, civiles comme militaire, ont ainsi toujours disposés de la liberté d'action nécessaire pour modeler à leur guise le système énergétique français.

La seule consultation à peu près démocratique sur la question a eu lieu sous la présidence Hollande avec la Loi de transition énergétique. Un texte relativement ambitieux, qui sert dorénavant de papier toilette aux cadres d'EDF. Il n'y a toujours aucune date de prévue pour l'arrêt de Fessenheim et en 2017, EDF a touché 4 milliards d'euros de la France pour se recapitaliser, sans avoir changé d'un iota sa stratégie énergétique. Pire, EDF a obligé l'État à des reculades scandaleuses dans le dossier de Fessenheim.

Un nouvel espoir?

Il reste un maigre espoir: fin janvier 2018, l'Assemblée nationale a donné son accord à la création d'une commission d'enquête sur la «la sûreté et la sécurité des installations nucléaires». C'est pas trop tôt! Les députés qui la formeront auront 6 mois pour présenter leurs conclusions. Avec un peu de chances ils n'écouteront pas que les «expertises» d'EDF.

Mardi 6 mars 2018, 9 heures:

BRANLE-BAS DE COMBAT «ALARME BEZNAU»

Ce matin, lors d'une conférence de presse à Brugg, l'IFSN annonce que l'antique centrale nucléaire de Beznau, à l'arrêt depuis mars 2015, est autorisée a redémarrer.

En proie à une vive indignation, une délégation motivée de ContrAtomistes n'a pas hésité à sauter dans un train pour un voyage de trois heures, direction Baden où un rassemblement de protestation est prévu à 18 heures devant le siège d'AXPO, propriétaire de Beznau.

Arrivés sur place, nous rejoignons un rassemblement coloré et des plus bruyant: concert de casseroles, tam-tam, tambours, sifflets, flûtes, cloches: un charivari

indescriptible à la hauteur de l'indignation provoquée par la scandaleuse nouvelle:

Feu vert pour le redémarrage de Beznau, 49 ans d'âge, 925 micro-fissures sur la cuve du réacteur!

Comment comprendre cette décision scandaleuse! Aucune centrale nucléaire au monde n'a atteint cet âge canonique. Beznau détient ainsi la «Palme» du record mondial de longévité en matière d'exploitation nucléaire. pas de quoi pavoiser!

Nous voici entrainer à notre corps défendant dans une expérience de geriatric nucléaire des plus périlleuse!

On nous avait annoncé que la Suisse sortait du nucléaire:

Belle arnaque!!!

ACR

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211
Genève 8



CONTRATOM